

Connecter L'Union européenne avec les jeunes



Livret des propositions

Festival Provox 2025





Ce livret est issu des travaux portés dans le cadre de la campagne Provox entre janvier 2025 et juin 2026. Provox est la déclinaison française du Dialogue de l'UE en faveur de la Jeunesse.



Ce projet a été co-financé par la Commission européenne. Cette publication n'engage que son auteur.e et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.



Ce projet a été co-financé par le Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Si celui-ci a été impliqué dans l'ensemble de la dynamique Provox, le document présent ne reflète pas une position officielle de celui-ci.

Date de publication : Janvier 2026

Edition : Cnajep

Illustrations graphiques : Maya Lambert

Toutes les propositions présentes dans ce livret émanent des jeunes participant.e-s au Festival Provox 2025 et n'ont pas été dénaturées.



Ce livret regroupe **les propositions politiques** priorit es par les jeunes participant.e.s au **Festival Provox 2025**, afin de répondre   l'objectif de jeunesse européen :



Objectif de jeunesse n 1 :
Connecter l'UE avec les jeunes



Le Festival Provox,
c'est **le temps fort des campagnes,**
pour **co-construire entre jeunes et**
décideur·se·s politiques des
propositions **pour les politiques de**
jeunesse.

Pour cette édition 2025, le Festival
Provox s'est appuyé sur :

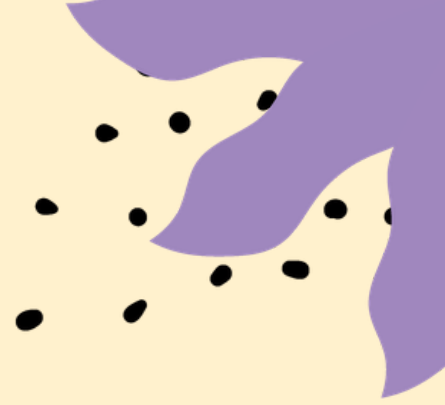
Les résultats de la phase de
consultation de janvier 2025 à
octobre 2025
avec **1037 sondé·e·s** en ligne **et 252**
jeunes rencontré·e·s à travers **6**
ateliers.

24 associations de jeunesse et
d'éducation populaire présentes du 12
au 14 décembre au Festival.

120 participant·e·s dont **97 jeunes de**
moins de 30 ans.

Pour produire :
10 propositions regroupées dans ce
livret





Sommaire

Cohésion et sentiment européen.....1-2

Gouvernance et transparence.....3-4

Participation et citoyenneté.....5-6

Mobilité et opportunités.....7

Evaluation et politiques européennes.....8-9

Les autres propositions issues du Festival
Provox 2025.....10-12

Cohésion et sentiment européen

Comment expliquer et dépasser le décalage entre l'Union européenne et les jeunes, dans un contexte où la relation à l'UE reste floue, où la compréhension de ses institutions, de ses valeurs et de ses actions concrètes demeure limitée, et où s'accumulent des freins liés à une circulation de l'information peu lisible, aux barrières de langue et de jargon institutionnel, ainsi qu'à des inégalités territoriales marquées, notamment dans les zones rurales et les territoires ultramarins ?



Des pistes
d'actions
concrètes :

① Je suis jeune européen·ne et je ne m'engage pas pour rien !



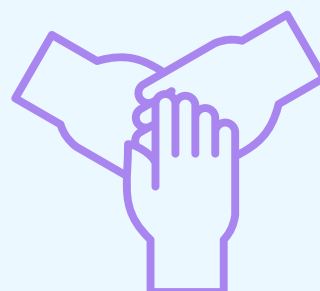
À échelle nationale :

Avoir un **socle commun** sur ce qu'est l'Europe, et qui elle représente, avec pour but de sensibiliser, d'informer et de développer l'esprit critique des jeunes à ce que sont l'Europe et l'Union Européenne **de 6 à 18 ans**. La France serait l'un des pays test de ce dispositif, **des réseaux nationaux associatifs se mobiliseraient avec un appui institutionnel pour permettre à chaque jeune de participer à des temps d'information**. Cette coopération serait soumise à la volonté et à la capacité des organisations d'éducation non-formelle de prendre part au projet.



À échelle européenne :

Aller plus loin dans la citoyenneté européenne, en **proposant plus d'opportunités de volontariat**. Les jeunes pourraient notamment répondre à un **appel à projet portant sur une thématique en lien avec les orientations politiques européennes**.





Cohésion et sentiment européen

- ② Créer un réseau associatif de la citoyenneté européenne pour passer d'une UE distante à une UE plus présente, renforcer le sentiment d'appartenance et lutter contre l'euroscepticisme qui est un frein la cohésion européenne.

Des pistes d'actions concrètes :



À échelle nationale :

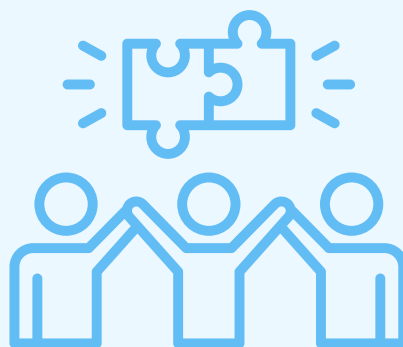
Encourager l'intérêt des jeunes pour l'UE, ses institutions, ses valeurs, son histoire et plus encore en créant un **réseau associatif de la citoyenneté européenne au plus tard en 2029**, faisant le lien entre les associations de culture, de l'éducation populaire mais également celles de l'UE. Le réseau aurait une double mission : **mettre en place une journée annuelle de la citoyenneté européenne dans les collèges et lycées adaptée à chaque niveau et investir les espaces de proximités partagés (tiers lieux, bibliothèques etc.)** pour que l'UE ait une réalité concrète dans la vie quotidienne de ses citoyennes, citoyens au niveau national.

Cette journée serait basée sur un partenariat entre le ministère de l'éducation nationale et le tissu associatif pour créer des activités ludiques standardisées qui composeraient la journée et des ateliers permettant de rendre l'UE plus accessible pour les jeunes.



À échelle européenne :

Inscrire cette proposition dans le cadre de la stratégie européenne de la jeunesse pour permettre une meilleure compréhension de l'Europe chez les jeunes. Puis à l'issue de la première édition organisée en France, recueillir des retours d'expériences auprès des enseignant-e-s et des jeunes participant-e-s. Ces retours seraient ensuite transmis et revalorisés au sein du conseil de l'UE, ainsi qu'au Parlement européen par l'intermédiaire des député-e-s européen-ne-s français-e-s





Gouvernance et transparence

Comment réduire le manque d'information, de vulgarisation et d'accessibilité autour du fonctionnement et des procédures de l'Union Européenne pour garantir un accès égal à l'information et faciliter la participation effective aux instances européennes ?

Des pistes d'actions concrètes :

3

Créer un fond européen pour soutenir la production de contenus web indépendants, pédagogiques et accessibles sur l'Union Européenne pour rendre plus accessibles les informations sur l'UE et faire rayonner la culture européenne.



À échelle nationale :

Diffuser et relayer un appel à projet pour les contenus web pédagogiques sur l'Union européenne au niveau national par les institutions gouvernementales, ministérielles et régionales et également les créateur·rices concerné·e·s.



À échelle européenne :

Créer un fond d'aide européen par une instance spécifique de l'Union européenne dédiée à la création de contenus web indépendants, à visée pédagogique et informationnelle autour des sujets de l'Union européenne, d'ici 2028.

L'instance en charge créera et ouvrira un appel à projet, puis vérifiera la conformité des projets et effectuera une sélection par un collège composé de fonctionnaires européen·e·s et de personnalités qualifiées dans la création de contenus web. Enfin, une fois les financements attribués, la mise en œuvre et la publication des projets concernés feront l'objet d'un suivi.



Gouvernance et transparence

4

Garantir la représentativité et la redevabilité des mécanismes de consultation citoyenne

Des pistes d'actions concrètes :



À échelle nationale :

Rendre compte, au niveau national, par les membres des Parlements européens et français ainsi que par le gouvernement français, **des décisions prises à la suite des propositions des conventions citoyennes, ainsi que du suivi de leur incorporation dans les lois et les programmes**, publiquement devant l'Assemblée nationale et, *a fortiori*, par des communiqués transmis aux organisations associatives et au CESE (Conseil économique social et environnemental) français.



À échelle européenne :

Rendre obligatoire, au niveau européen et sur la base des critères de recevabilité de la pétition d'initiative citoyenne, l'organisation d'une **convention citoyenne fondée sur un tirage au sort représentatif à participation obligatoire**, pouvant émerger d'une initiative citoyenne ou d'une initiative de la Commission européenne.

Soumettre les propositions issues des conventions citoyennes européennes à un vote au Parlement européen, sous réserve de leur recevabilité évaluée par la Commission européenne, et assurer pour l'ensemble de ces propositions un suivi ainsi qu'une justification fondée sur des critères établis par les représentant-e-s jeunes à l'échelle européenne. Garantir par la Commission européenne l'accessibilité de l'ensemble des processus à tous-t-es, avec une mise en place du mécanisme à horizon 2030.

Participation et citoyenneté

Comment renforcer l'accès des jeunes à une information pédagogique et accessible sur l'Union Européenne, tout en **garantissant des mécanismes de participation citoyenne représentatifs et inclusifs** avec un suivi clair des contributions dans les décisions publiques?



⑤ Sensibiliser à l'engagement citoyen

Des pistes d'actions concrètes :



À échelle nationale :

Donner une **place prépondérante à l'EMC (Education Morale et Civique) via une refonte du programme** à raison d'une heure par semaine. La matière intégrera de **nouvelles thématiques sensibilisant à la citoyenneté européenne, au développement de l'esprit critique, à l'éducation aux médias et à l'information.** Pour se faire le ministère lance un appel pour discuter avec les institutions européennes et les mouvements d'éducation populaire afin d'aboutir à un programme, clair réaliste et structuré. A terme, le nouveau programme devra intégrer des outils pédagogiques, ludiques et participatifs avec minimum 6h d'intervention de mouvements d'éducation populaire dans l'année, tous niveaux confondus. L'objectif de délivrance de ce programme serait à horizon 2030.



À échelle européenne :

Mettre en place les JECE, les journées de l'engagement et de la citoyenneté européenne. D'une part, les jeunes prennent part à une journée de l'engagement qui les met en relation avec des acteurs associatifs ; cette journée devra être effectuée entre 15 et 18 ans, avec pour objectif de susciter l'engagement. Cette journée serait sur le même principe que celui de la JDC en France.

Lors de cette journée seront abordés le fonctionnement de l'Union européenne et les opportunités et programmes à destination des citoyen-ne-s, européen-ne-s. L'objectif est de renforcer la citoyenneté européenne, le sentiment d'appartenance et le vote.





Participation et citoyenneté

- ⑥ Valoriser l'engagement personnel pour l'intérêt général dans l'enseignement

Des pistes d'actions concrètes



À échelle nationale :

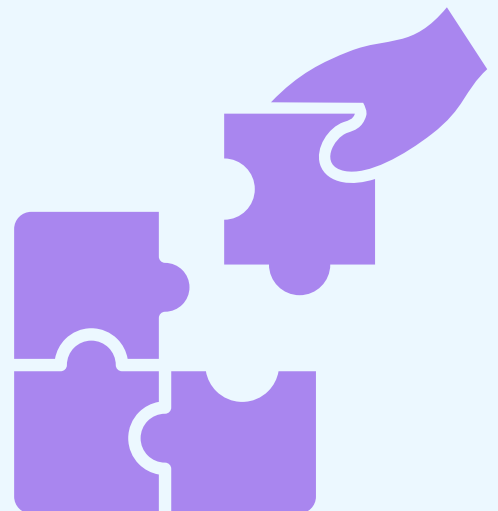
Créer un statut du jeune engagé, afin d'améliorer la reconnaissance de l'engagement dans le milieu scolaire. Il faut une conciliation entre milieu scolaire et engagement :

- Justification des absences liées à l'engagement et aménagement de l'emploi du temps
- Accompagnement des élèves par un-e tuteur-trice volontaire (CPE ; professeur ; assistant d'éducation) dans le cadre d'une option/section ce qui permettrait aux élèves d'apprendre à valoriser leurs compétences, projets d'engagement etc.
- Épreuve finale optionnelle où l'élève peut présenter son engagement, les projets qu'il a pu mener etc. sous forme écrite ou orale au choix qui donne lieu à une note permettant d'avoir des points bonus.
- Mention sur les diplômes de l'engagement « jeune engagé-e » ou « étudiant engagé et attestation de compétences validées par les établissements scolaires
- Rattrapage facilités des examens manqués à cause de l'engagement
- Création d'un quota d'heures dûes au droit à manquer (une journée par trimestre) si besoin de plus passage devant une commission pour convenir du nombre d'heures



À échelle européenne :

Reconnaitre un statut du jeune engagé-e et une équivalence en crédits ECTS; Mettre en place au niveau européen une campagne de communication autour des missions européennes d'intérêt général et du volontariat. Au niveau de l'Europass et du Youthpass mais aussi des autres initiatives européennes à destination des jeunes mettre en place plus de campagnes de communication et l'introduire dans les milieux scolaires nationaux.





Mobilité et opportunités

Comment rendre les **programmes européens et nationaux de mobilité** à destination des jeunes accessibles à tou·te·s ?

Des pistes d'actions concrètes :

7

Financer des accompagnateur·rices spécialisés·es en mobilités pour permettre à tous les jeunes d'accéder à celles-ci.



À échelle nationale :

Former d'ici 2030 au sein des équipes pédagogiques au moins un·e référent·e mobilité pour chaque établissement scolaire et de l'enseignement supérieur avec une attention toute particulière dans les zones rurales et les départements d'outre-mer afin de promouvoir les dispositifs de mobilités européennes les plus adaptés et accompagner les publics les moins informés.



À échelle européenne :

Créer d'ici 2028 une proposition budgétaire visant à financer les formations et les postes de référent·e·s mobilité européen·e·s dans les établissements scolaires.

8

Mener une campagne de communication inclusive sur les mobilités



À échelle nationale

Répondre à des objectifs fixés en amont pour l'Etat et le Gouvernement sur de la communication pour les programmes de mobilité. Cela doit passer par un **renforcement des structures et des dispositifs d'informations à toutes les échelles** (régionales, départementales, communales). La communication doit être répandue sur tout le territoire avec une attention particulière aux territoires ruraux et d'outremer, tout en s'adaptant aux différents publics.



À échelle européenne

Allouer un budget spécifique par la Commission européenne d'ici 2028 pour engager les Etats membres à développer davantage les campagnes de communication sur les programmes européens de mobilité. Cette campagne a pour objectif d'être accessible à tous les jeunes de 11 à 30 ans quelque soit le milieu socio-démographique. Pour cela elle doit être continue et cadrée.

Evaluation et politiques européennes

Comment garantir que **les avis des jeunes soient réellement pris en compte dans les décisions européennes**, alors que les mécanismes de consultation sont peu connus, peu lisibles, insuffisamment suivis d'effets, et que les objectifs européens de la jeunesse manquent de clarté, de mise en œuvre concrète et de critères d'évaluation youth friendly ?



Des pistes d'actions concrètes :

9

Mieux intégrer les jeunes dans le processus démocratique européen et national



À échelle nationale :

Transmettre d'ici 2030 les évaluations et les résultats des États membres de l'Union européenne ayant déjà intégré un modèle de convention citoyenne dans leur processus démocratique au CESE européen.

Après le lancement d'une convention citoyenne, les États membres doivent organiser un tirage au sort de dix citoyens et citoyennes les plus représentatifs-ves possibles.

Suite au vote du Parlement et dans la mesure légale des compétences de l'Union européenne (articles 3 ;4.6) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne **les pays membres s'engagent à fournir des données à jour pour les évaluations menées par une autorité indépendante.**



À échelle européenne :

Intégrer d'ici 2030, les organisations de jeunesse au Conseil d'administration (CA) du CESE Européen.

A l'initiative du Conseil d'administration du CESE ou à l'initiative citoyenne au niveau européen (Pétition à 1 million de signatures dans 7 pays différents), **des conventions citoyennes intergénérationnelles européennes (2CIE) sont organisées.** La 2CIE rend des recommandations qui pourront être saisies par la Commission européenne ou par les eurodéputé-e-s. **Ces recommandations formulées en projets de loi seront votées lors de journées dédiées ajoutées à l'agenda des parlementaires.**

L'évaluation est menée par un organe indépendant composé d'expert-e-s

Le CESE est garant du processus de la 2 CIE.





Evaluation et politiques européennes

10

Prendre en compte les priorités des jeunes : écologie et inclusion

Des pistes d'actions concrètes :



À échelle nationale :

Élargir les compétences du COJ (Comité d'orientations jeunesse) **sur les notions d'environnement, d'écologie et d'inclusion dans l'évaluation des politiques jeunesse.**

Il y aura également la rédaction annuelle, par le COJ, d'un rapport d'évaluation des politiques de jeunesse et d'un rapport d'évaluation de ces questions s'appuie sur des résultats de terrain mesurés par des enquêtes qualitatives et quantitatives, menées *via* la méthodologie du dialogue structuré.

Ces enquêtes et évaluations seront coordonnées par les DRAJES (Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports), **les CRAJEP** (Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire) **ainsi que par toute association de jeunesse à qui l'on en donne la capacité identifiée dans chaque région.** Il faudra pour cela allouer les moyens nécessaires, humains et financiers.



À échelle européenne :

Intégrer et développer l'écologie et l'inclusion comme des priorités transversales dans l'ensemble des politiques européennes, ces dimensions constituant des leviers essentiels pour l'amélioration de la santé mentale des jeunes. **Leur mise en place pourrait intervenir en 2027 afin de guider la prochaine stratégie des Objectifs européens pour la jeunesse.**

Créer un comité mixte européen chargé de produire une synthèse globale des évaluations issues des rapports nationaux. Ces rapports, élaborés avec les CNJ (Conseils nationaux de jeunesse) et des expert-e-s scientifiques, évalueront l'application et l'effectivité des priorités environnementales et d'inclusion dans les politiques mises en œuvre dans chaque pays. Le comité diffusera une synthèse graphique inclusive aux CNJ via le Forum européen de la jeunesse, qui assurera ensuite la diffusion d'un rapport auprès des jeunes européen-ne-s.

Les autres propositions issues du Festival Provox 2025



Cohésion et sentiment européen

À échelle européenne :

- **Créer un récit commun d'Europe** basé sur la diversité et les richesses culturelles
- **Développer des expériences européennes communes** pour tous les jeunes de l'Union européenne, comme une journée dédiée type « *Europe Day* » ou un parcours de citoyenneté
- **Favoriser les échanges entre les jeunes en Europe** et au-delà des frontières européennes
- **Réduire les disparités culturelles et sociales en soutenant la création d'une organisation européenne d'animation des communautés**, avec des tiers-lieux répartis sur le territoire européen, favorisant la convergence, la mixité et le sentiment d'appartenance à l'UE

À échelle nationale :

- **Eveiller un intérêt pour l'Europe en renforçant la place de l'UE dans les cours d'histoire** et par des interventions de personnes qualifiées dans les lycées
- **Intégrer les thématiques européennes dans l'éducation** *via* des formats pédagogiques et ludiques (ateliers, animations, projets portés par des jeunes ou des associations)
- **Renforcer la communication existante à destination des jeunes** (Info Jeunes, réseaux sociaux)
- **Permettre au plus grand nombre de jeunes d'agir comme citoyen·n·es européen·n·es en développant des chantiers de jeunes internationaux, des expériences d'engagement** (Parlement des jeunes, EYE), en particulier auprès des jeunes éloigné·e·s (zones rurales, QPV, outre-mer), et en renforçant les liens entre les politiques publiques et les jeunes en France, en s'appuyant sur le tissu associatif, l'éducation nationale et les instances de participation



Gouvernance et transparence

À échelle européenne :

- Produire et **diffuser des outils pédagogiques communs, ludiques et accessibles** sur le fonctionnement de l'union européenne et de ses institutions
- **Renforcer les mécanismes européens de prévention et de sanction contre la corruption et la fraude**
- Améliorer la **transparence et la redevabilité des institutions européennes vis-à-vis des citoyen·n·es** et des jeunes
- Renforcer le **rôle politique du Forum européen de la jeunesse et le caractère contraignant des résultats du Dialogue UE jeunesse**
- Garantir un **suivi clair et visible des consultations européennes**, avec une prise en compte effective des propositions des jeunes

Les autres propositions issues du Festival Provox 2025

À échelle nationale :

- Intégrer la **compréhension du fonctionnement des institutions françaises et européennes dans les programmes scolaires**, notamment via les cours d'EMC
- **Associer les associations d'éducation populaire aux actions de sensibilisation sur la gouvernance**, en leur donnant des moyens dédiés
- Renforcer la **prévention et la sensibilisation face aux atteintes à la probité au sein des institutions publiques**, en lien avec les associations spécialisées
- Développer des dispositifs de transparence, de contrôle et d'audit, en s'appuyant sur le rôle des médias
- **Améliorer la qualité et la représentativité des consultations de jeunes**, notamment par des règles de quotas et une ouverture à des publics plus diversifiés
- **Renforcer la présence effective des jeunes dans les processus décisionnels nationaux**, au-delà d'un rôle uniquement consultatif



Participation et citoyenneté

À échelle européenne :

- **Reconnaître et valoriser l'engagement citoyen et bénévole** dans les parcours européens
- **Soutenir et financer la souveraineté et l'autonomie numérique européenne, en favorisant le développement de plateformes respectant la protection des données, les droits humains et la régulation**
- **Renforcer la priorité numérique dans les programmes européens** et créer une plateforme européenne regroupant par thématique les informations et opportunités pour les jeunes, avec un espace d'échanges et de partage d'expériences
- **Renforcer l'application du *digital services act* et les sanctions liées à l'usage non déclaré de l'IA**
- **Intégrer de manière transversale les objectifs écologiques, inclusifs et de bien-être** dans l'ensemble des objectifs européens pour la jeunesse

À échelle nationale :

- **Valoriser l'engagement citoyen et bénévole dans le cursus scolaire** en créant une certification dédiée et en mentionnant l'engagement dans les livrets scolaires
- **Organiser des passages réguliers de jeunes engagé-e-s dans les classes** pour partager leurs expériences
- Renforcer la communication nationale et locale sur les modalités d'engagement
- **Former et sensibiliser les jeunes, les acteur-rices de jeunesse, les enseignant-e-s et les adultes à l'esprit critique, à l'éducation aux médias, aux réseaux sociaux et à l'ia**, notamment via un renforcement de l'emc
- **Intégrer mieux les enjeux environnementaux, écologiques et inclusifs dans les politiques locales et éducatives** afin de renforcer le soutien à la santé mentale et au bien-être des jeunes
- **Mobiliser les collectivités territoriales, les établissements scolaires, les ministères, les associations et les acteur-ric-e-s de l'ESS** pour assurer la mise en œuvre et la transversalité de ces actions

Les autres propositions issues du Festival Provox 2025



Mobilité et opportunités

À échelle européenne :

- **Coordonner et soutenir les campagnes d'information sur les programmes de mobilité via la Commission européenne**, les parlementaires européens, l'agence Erasmus+ et les associations européennes et internationales
- **Renforcer le rôle des agences Erasmus+ dans l'accompagnement des publics éloigné·e·s de la mobilité**
- Soutenir **financièrement les dispositifs de bourses et les mesures de levée des freins à la mobilité**
- Travailler avec les Etats membres à la simplification et à **l'harmonisation des procédures administratives liées à la mobilité des jeunes**

À échelle nationale :

- **Mobiliser les jeunes ayant déjà bénéficié de programmes comme relais et ambassadeur·rice·s, à travers des formations**, des interventions et des événements ludiques (festivals, journées d'information, aide aux candidatures)
- Améliorer **l'accessibilité territoriale en développant les transports dans les zones rurales** et en facilitant la mobilité depuis les outre-mer
- **Faciliter l'accès au vote européen dès 16 ans**, notamment par un processus de procuration plus simple, afin de renforcer l'éducation à la citoyenneté européenne



Evaluation et politiques européennes

À échelle européenne :

- Faciliter **l'accès à l'information sur les Objectifs européens de la jeunesse et leurs modalités d'application**, notamment *via* la diffusion par les mairies, les Agences Erasmus+ et les réseaux associatifs de jeunesse
- Rendre **visibles et compréhensibles les critères d'évaluation des politiques jeunesse**, afin de permettre aux jeunes de mieux identifier leur rôle et leur implication dans les politiques européennes qui les concernent

À échelle nationale :

- **Produire et diffuser une grille d'évaluation claire, communicable et adaptée aux publics jeunes** sur les objectifs européens de la jeunesse
- **Illustrer chaque Objectif européen de la jeunesse par des exemples concrets de mise en œuvre dans les politiques européennes et nationales**, afin de renforcer leur lisibilité et leur appropriation par les jeunes

PROVOX

Provox, c'est quoi?

C'est la déclinaison française du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse qui permet un dialogue entre jeunes et décideur·euse·s pour la conception, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques européennes de jeunesse. En France, c'est le Cnajep, en tant que Conseil National de la Jeunesse, qui déploie ce dialogue avec des campagnes qui durent 18 mois. Nous sommes actuellement dans la 11ème campagne.

Nous suivre sur les réseaux :



@PROVOX_INSTA



@PROVOXJEUNESSE



@PROVOXJEUNESSE



PROVOX

<https://provox-jeunesse.fr>